



Contre la régression sociale et la répression NE PLUS ATTENDRE ET UNIR LES LUTTES DE CEUX ET CELLES QUI RÉSISTENT NPA À LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 11 FÉVRIER 2016

Jeudi 4 février, à Paris et en Province, plusieurs milliers de salariés ont manifesté leur solidarité aux 8 travailleurs de Goodyear, condamnés à neuf mois prison ferme. Une condamnation sans précédent, qui ne s'explique que par l'acharnement du gouvernement à cogner sur les Goodyear. C'est lui et lui seul qui a maintenu les poursuites et requis de la prison par l'intermédiaire du « parquet », malgré le retrait des plaintes des cadres et de la direction.

Ces lourdes condamnations marquent sa volonté d'amplifier sa politique de criminalisation de ceux et celles qui entrent en résistance contre une politique entièrement au service du patronat et des intérêts financiers. Une criminalisation qui se retrouve dans la multitude des cas de répression syndicale et sociale de ces derniers mois.

Pourtant, ce n'est pas la démoralisation qui prédominait chez les manifestants, mais plutôt l'idée – comme l'a dit Mickaël Wamen, de la CGT Goodyear – qu'« on est tous condamnés à agir ! ».

La vraie violence, c'est celle du capitalisme

Augmentation des charges de travail à la limite du supportable, gel des salaires et partout, des milliers de licenciements « pour créer de l'emploi, de l'activité et aider les gens », comme le dit sans rire Macron.

Alors, quand le mépris du patronat et du gouvernement deviennent insupportable, que la colère sociale explose et se solde par une séquestration ou une chemise arrachée, on nous parle de violence. Mais quand des dizaines et des dizaines de salariés sont jetés comme des kleenex, privés des moyens de vivre pour satisfaire encore et encore la quête de profit du patronat, il ne s'agirait plus de violence, mais d'une réponse raisonnable et raisonnée à la crise ?

Il est temps de faire payer le gouvernement

Depuis 2012, c'est à un véritable jeu de massacre social auquel se livre Hollande et ses gouvernements. Leur guerre contre les travailleurs et les classes populaires, ils la mènent sur tous les fronts.

Sur le front militaire : au Mali, en Centrafrique, en Irak, en Syrie, et probablement demain en Libye.

Sur le front social, en France, c'est l'accentuation de la régression sociale tous azimuts qu'illustrent les projets de mise à mort du Code du travail et d'inscription dans la Constitution de l'état d'urgence permanent et de la déchéance de la nationalité française.

Ne plus subir, résister pour que la peur change de camp

Pourtant, depuis plusieurs semaines, entre manifestations du 30 janvier contre l'état d'urgence, grève des fonctionnaires le 26 janvier, bagarre des enseignants contre la réforme des collèges qui se poursuit alors que les décrets sont passés, manifestation en solidarité aux réfugiés de Calais et rassemblements de soutien aux Goodyear, les résistances sont présentes.

Mais on ne peut pas en rester à des luttes dispersées, à avoir la « journée d'action » des fonctionnaires, puis celle des salariés victimes de la répression, puis celles contre l'état d'urgence. Il est urgent d'y aller tous ensemble !

« Tout le monde au même endroit, le même jour, pour la même cause »

C'est l'idée qu'a martelé le leader des Goodyear, pour en finir avec la répression et l'ensemble de la politique gouvernementale. Le secrétaire général de la CGT lui a répondu que « les mobilisations doivent converger et donner du sens à notre slogan « Tous ensemble » ». Alors chiche, de la parole aux actes !

Les mobilisations contre la répression contre les Goodyear, ceux d'Air France, de Ford doivent se coordonner, se renforcer.

Et cette lutte contre la criminalisation du mouvement social doit rejoindre les mobilisations contre l'état d'urgence, la déchéance de nationalité et toutes les attaques patronales et gouvernementales.

Le seul moyen de se retrouver tous ensemble, dans la rue, en même temps, contre la politique de ce gouvernement.



ALLOCATAIRES DU RSA :

TRAVAIL OBLIGATOIRE NON PAYÉ !

Le nouveau conseil départemental du Haut Rhin vient de voter l'obligation pour les allocataires du Rsa – un maximum de 524 € pour une personne seule – d'effectuer 7 heures de « bénévolat » par semaine, sous peine de perdre leur allocation. Le prétexte : combattre « l'assistanat ». D'où l'idée d'une contrepartie à l'aumône qu'on leur verse. Comme si les gens étaient responsables du chômage et de la misère qui les frappent.

Du travail gratuit, c'est le rêve des patrons, et une forme d'avertissement aux chômeurs: si vous n'acceptez pas les petits boulots mal payés, voilà ce qui vous attend quand vous n'aurez plus d'allocation chômage. Et une menace par ricochet pour tous ceux et celles qui ont un emploi. Si les patrons peuvent se procurer parmi les pauvres et les chômeurs des salariés corvéables à merci, c'est la porte ouverte au chantage dans les entreprises: *« Vous acceptez de travailler plus pour être payés moins, sinon c'est la porte, et là aussi, vous voyez ce qui vous attend »*. Salariés ou privés d'emplois, nous sommes tous concernés.

HARO SUR LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

Après Hollande en janvier, la ministre du Travail El Khomri l'a confirmé. Pour redresser les comptes de l'Unedic – qui verse les allocations chômage – aucune piste n'est écartée. Pas l'interdiction des licenciements, mais la diminution du montant et de la durée d'indemnisation, la dégressivité (baisse progressive du montant des allocations). Avec la bénédiction du patronat, du Front National et de Sarkozy.

Tous pensent que les chômeurs « profitent » d'un système trop avantageux. Pour les forcer à chercher et prendre n'importe quel boulot, il faut que plane la menace de la fin des allocations. L'objectif : contraindre ces millions de soi-disant « fainéants » à accepter des emplois de plus en plus précaires et de plus en plus mal payés. Une menace qui concerne aussi ceux et celles qui ont encore un emploi et qui sont soumis au chantage du type de ce qui s'est passé chez Smart : *« Soit vous acceptez une baisse de salaires ou une augmentation du temps de travail sans hausse du salaire, soit l'usine ferme ou licencié. Et alors, vous voyez ce qui vous attend si vous vous retrouvez au chômage! »*

MARINE LE PEN

ET L'AFFAIRE CAHUZAC

En 2013, Cahuzac – ce ministre du budget soi-disant champion de la lutte contre l'évasion fiscale – est contraint de démissionner, après avoir nié l'existence de son compte en Suisse, fraude fiscale à la clé. Marine Le Pen joue alors les vertueuses en fustigeant tous ces *« dirigeants politiques, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, condamnés, mis en examen, mis en cause dans des affaires de plus en plus graves »*. Manque de bol pour elle, on a appris

depuis que c'est un de ses proches – Philippe Peninque – qui avait ouvert le compte de Cahuzac en Suisse.

Et ce n'est pas tout. En septembre 2015, le Front National a été mis en examen pour soupçon de magouilles et complicité d'escroquerie en matière de financement du parti. Et depuis décembre 2015, Marine Le Pen et son père font eux-mêmes l'objet d'une enquête judiciaire pour trucage dans leurs déclarations de patrimoine comme députés européens. Marine Le Pen est-elle vraiment bien placée pour dénoncer les magouilles des autres ?

NOUVELLE RÉFORME DES RETRAITES :

GRÈVE GÉNÉRALE EN GRÈCE LE 4 FÉVRIER

Depuis juillet dernier, reniant ses promesses, Tsipras s'est plié à la tutelle de la Troïka (Banque Centrale Européenne, Fonds Monétaire International, Commission Européenne): plus aucune aide financière sans leur aval sur les mesures que vote le Parlement.

Sur les retraites, les réformes votées en automne (suppression progressive de l'aide aux petits retraités, âge légal passant de 62 à 67 ans, avec 45 ans de cotisations) ne leur suffisent pas. Dans le nouveau plan du gouvernement, la retraite moyenne - 750 € bruts - baisserait de 15%, soit 112 € en moins. Sans compter une nouvelle hausse des cotisations retraites des salariés et des employeurs.

On comprend pourquoi une grève générale a paralysé le pays, le 4 février dernier. Sans pour autant faire peur à la Troïka. Contre l'austérité, seule une mobilisation puissante construite à l'échelle de toute l'Europe, dans la durée, serait à même de les faire trembler.

MASSACRE AU KURDISTAN DE TURQUIE :

VALLS ET HOLLANDE COMPLICES

Alors que plusieurs villes du Kurdistan de Turquie sont en état de siège, les habitants privés de soins, d'eau et de nourriture subissent les attaques et les bombardements quotidiens de l'armée turque. Mais Erdogan et son armée ont franchi un pas supplémentaire à Cizré, le 7 février, en utilisant des armes chimiques contre la population civile, tuant 60 civils. L'armée continue d'empêcher les ambulances de porter secours aux blessés, certains agonisent dans des caves depuis plusieurs jours.

C'est d'autant plus intolérable que le gouvernement Valls-Hollande continue à faire des courbettes au dictateur Erdogan et va même jusqu'à promettre de lui donner des milliards d'euros. Cet argent ne lui servira pas à aider les réfugiés, mais à renforcer la guerre contre les Kurdes de Turquie et de Syrie.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique